

Unité départementale du Loiret
DREAL Centre-Val de Loire
5 avenue Buffon
CS 96407
45054 Orléans Cedex 2

Orléans, le 30/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GXO LOGISTICS FRANCE (ex XPO LOGISTICS)

1 ROND POINT DU GÉNÉRAL EISENHOWER GOLF PARK, BAT F
31100 Toulouse

Références : 538/2025
Code AIOT : 0010001656

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2025 dans l'établissement GXO LOGISTICS FRANCE (ex XPO LOGISTICS) implanté ZAC du Moulin 45410 Artenay. L'inspection a été annoncée le 20/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GXO LOGISTICS FRANCE (ex XPO LOGISTICS)
- ZAC du Moulin 45410 Artenay
- Code AIOT : 0010001656
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement GXO d'Artenay est une plateforme logistique de stockage de matières combustibles et de produits dangereux (aérosols, liquides inflammables, produits dangereux pour l'environnement...).

Le comprend un bâtiment de stockage composé de 4 cellules, d'une cellule de conditionnement à façon, et d'une zone de quai.

Le classement des installations a été actualisé par courrier préfectoral du 22 janvier 2018. Cet établissement relève du statut Seveso Seuil Haut.

L'entrepôt est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 12 décembre 2011 complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 octobre 2021.

Le PPI a été approuvé le 10 mai 2021, et le PPRT a été approuvé par arrêté préfectoral du 2 juillet 2013.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/12/2011, article 1.2.1	/	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
2	POI commun	AP Complémentaire du 18/10/2021, article 2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Astreinte, Demande d'action corrective	60 jours
3	Etude de dangers	Code de l'environnement du 28/08/2025, article R. 515-98	/	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
5	Préparation des commandes en attente d'expédition	Arrêté Préfectoral du 12/12/2011, article 7.4.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 12/12/2011, article 7.5.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Moyens d'intervention en cas d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 de l'annexe II	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	60 jours
8	Maintenance des portes coupe-feu	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 22 de l'annexe II	/	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/12/2011, article 7.7.3.2.	/	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Réalisation des travaux à risque	Arrêté Préfectoral du 12/12/2011, article 7.4.9.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les enjeux du site sont liés à la réactualisation de l'étude de dangers et à la mise à jour du Plan d'Opération Interne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2011, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Bénéfice de l'antériorité du 22/01/2018
Prescription contrôlée :
Tableau de classement annexé au récépissé préfectoral relatif au bénéfice de l'antériorité de l'établissement délivré le 22 janvier 2018 remplaçant le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté

préfectoral d'autorisation du 12 décembre 2011.

Constats :

L'exploitant présente un état des stocks du 28 août 2025 dénommé "suivi des ICPE Artenay par ICPE" présentant la répartition des produits stockés par rubrique ICPE par cellule.

Cet état reprend les quantités limites prescrites.

L'inspection relève les points suivants :

- le stockage de 4,49 tonnes de "produits dangereux pour l'environnement : engrais, insecticides" classés sous la rubrique 4510 en cellule Q ;

- le stockage de 229,48 tonnes de "liquides inflammables : liquide lave-glace..." classés sous la rubrique 4330 en cellule S.

La présence de produits relevant de la rubrique 4510 n'est pas autorisée dans la cellule Q.

La présence de liquides inflammables relevant de la rubrique 4330 est limitée à une quantité maximale de 200 tonnes dans la cellule S, d'après le tableau de classement susvisé.

Constat : Stockage en cellule Q de produits dangereux pour l'environnement aquatique non autorisés (rubrique 4510) et dépassement de la quantité maximale autorisée de liquides inflammable en cellule S (rubrique 4330).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

En complément, l'exploitant :

- caractérise les 2 dépassements en termes de durée et d'amplitude du dépassement sur la durée ;
- précise si ces dépassements avaient été identifiés avant le constat fait par l'inspection des installations classées ;
- analyse les causes de ces dépassements,
- précise si des dépassements des quantités maximales autorisées pour ces rubriques ou d'autres rubriques ont déjà été identifiées en 2025 dans le cadre des dispositions mises en oeuvre au titre du SGS, notamment au travers des audits ;
- présente le retour d'expérience qui en découle et le plan d'actions mis en place pour éviter le renouvellement de ce constat.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : POI commun

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/10/2021, article 2

Thème(s) : Risques accidentels, POI commun

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/01/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/09/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 14/12/2022

Notamment, les plateformes logistiques voisines exploitées par les sociétés TOUSSAINT et IREEF Sparks 1 PropCo SCI (devenu AOSOM) sont incluses dans le POI commun élaboré par l'exploitant. Les procédures de gestion des situations d'urgence et les consignes générales d'intervention sont mises à jour en cohérence et en particulier, les conditions suivantes sont respectées :

#Un dispositif de communication performant permet, pendant et en dehors des heures d'activités de l'établissement, d'alerter les plateformes logistiques voisines en cas d'activation du POI pour engager sans délai les opérations de protection de l'ensemble des personnes présentes sur les sites et la mise à disposition de moyens communs d'accès et d'intervention ;

#Les exploitants des plateformes logistiques sont informés lors de la modification du POI ;

L'exploitant communique auprès des plateformes logistiques voisines sur les retours d'expérience susceptibles d'avoir un impact sur leur site ; #L'exploitant formalise et organise, a minima selon une fréquence annuelle, une rencontre avec les chefs d'établissements ou de leurs représentants chargés de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans d'urgence, procédures de gestion des situations d'urgence et consignes générales d'intervention ;

#L'exploitant organise régulièrement, a minima une fois par an, un exercice commun du POI, mobilisant la coordination des personnels pour la mise en sécurité et la mise à disposition des moyens d'accès et d'intervention ;

#L'exploitant assure la formation et l'information à la sécurité nécessaire aux personnels des plateformes logistiques voisines susceptibles d'intervenir dans la mise en œuvre du POI commun.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 16/09/2022, l'inspection avait constaté que l'exploitant n'avait pas mis en place un POI commun tel que défini à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18/10/2021. Ce constat avait alors fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 16/11/2022 avec un délai de mise en conformité de 60 jours.

Lors de la visite d'inspection du 19/02/2023, l'inspection avait constaté que le POI commun en vigueur contenait les numéros de téléphone des sites industriels voisins et que l'exploitant GXO justifiait d'une convention commune avec ces derniers. En revanche, le POI ne définissait aucune mesure de coordination et de mise en commun des moyens d'accès et d'intervention. L'inspection avait alors considéré que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/11/2022 n'étaient pas satisfaites.

Enfin, lors d'un exercice de mise en œuvre du plan particulier d'intervention (PPI) de l'établissement, organisé le 11/04/2023, l'inspection des installations classées avait constaté le "caractère inadapté" du POI commun, qui ne définissait pas les conditions de coordination avec les plateformes logistiques voisines.

Préalablement à l'inspection objet du présent rapport, l'exploitant a transmis une version provisoire de son POI, filigranée "BROUILLON" et non signée par la direction.

L'inspection constate que cette version de travail n'a pas été actualisée afin de répondre aux demandes préalablement effectuées.

L'inspection rappelle les différentes demandes qui ont été adressées à l'exploitant et la nécessité de définir de manière opérationnelle les modalités de coordination entre les différents exploitants. A titre d'exemple, l'inspection met en avant la demande présentée en annexe confidentielle du rapport d'inspection du 23/01/24 faisant suite à la visite du 19/01/2023, qui n'a pas été satisfaite.

Par courriel du 04/09/2025, l'exploitant transmet une version actualisée de son POI (indiquée "version 19 - 2025"), signée par le responsable QH3SE, mais non approuvée par la direction.

L'inspection note l'ajout d'une sous-partie indiquant la localisation des clefs permettant l'accès aux moyens de lutte contre l'incendie externes au site. L'inspection relève toutefois que la demande susvisée, effectuée dans le rapport d'inspection du 23/01/24 et rappelée lors de l'inspection, n'est toujours pas satisfaite.

Constat : POI insuffisamment développé pour permettre une coordination efficace avec les sites industriels voisins.

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/11/2022 n'est pas satisfait.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/08/2025, article R. 515-98

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour de l'étude de dangers

Prescription contrôlée :

I. - L'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 démontre qu'a été établi un plan d'opération interne et qu'a été mis en œuvre un système de gestion de la sécurité de façon appropriée.

II. - Elle fait l'objet d'un réexamen au moins tous les cinq ans et d'une mise à jour si nécessaire.

Elle est par ailleurs réalisée ou réexaminée et mise à jour :

- avant la mise en service d'une nouvelle installation, en application de l'article L. 512-1 ;
- avant la mise en œuvre de changements notables ;
- dans le délai de deux ans à compter du jour où l'installation entre dans le champ d'application de la présente sous-section ;
- à la suite d'un accident majeur.

Constats :

Le 16/03/23, l'exploitant avait transmis à l'inspection des installations classées une notice de réexamen, datée du mois d'août 2021, de l'étude dangers du site, dernièrement mise à jour au mois de décembre 2016. Cette notice concluait à l'absence d'éléments de nature à remettre en cause le contenu de la précédente étude des dangers.

Le 22/12/23, suite à l'examen de ce document, l'inspection avait adressé à l'exploitant une demande de compléments, fixant un délai de réponse de 3 mois. **Il était en particulier souligné dans ce courrier, qu'au vu des points soulevés :**

- **il est attendu une version actualisée de la notice de réexamen de l'étude de dangers tenant compte des remarques du présent tableau. La version transmise en date d'août 2021 n'est pas recevable ;**
- **la ré-évaluation de la notice de réexamen devrait, a minima, conduire l'exploitant à mettre à jour son étude de dangers, voire à réviser tout ou partie de son contenu, compte tenu du bilan global relatif à ses installations présentées dans la notice. Dans le cas d'une mise à jour, il était rappelé que la version mise à jour doit être transmise à l'inspection, en même temps que la notice de réexamen.**

Le 21/03/24, l'exploitant avait sollicité auprès de l'autorité préfectorale un délai supplémentaire, jusqu'à fin mai 2024, pour la transmission de sa notice de réexamen complétée.

Le 21/03/25, l'exploitant avait à nouveau sollicité un délai supplémentaire, sans toutefois indiquer d'échéance.

Le jour de la visite objet du présent rapport, l'inspection n'a toujours pas reçu la notice de réexamen complétée.

L'exploitant indique qu'il a contractualisé auprès d'un prestataire pour une version complétée de la notice de réexamen, prenant en compte les demandes de l'inspection en date du 22/12/23, et pour la révision subséquente de l'étude de dangers. Il présente le bon de commande auprès de son prestataire, daté du 21/05/25, qui ne porte que sur la réalisation de la notice de réexamen.

L'inspection demande à l'exploitant de justifier qu'il a bien contractualisé pour la révision subséquente de son étude de dangers et de lui indiquer les échéances auxquelles il sera en mesure de fournir la notice de réexamen complétée et l'étude de dangers révisée.

Par courriel du 04/09/2025, l'exploitant transmet un courriel de son prestataire qui indique que :

- la finalisation de la notice est prévue entre octobre et novembre 2025 ;
- la révision de l'étude de dangers n'est pas prévue dans le cadre de la prestation contractualisée ;
- dans le cadre d'une nouvelle prestation, une révision de l'étude de dangers pourrait être réalisée pour le "T1-2026 (soit, au plus tard, juin 2026)".

Constat d'écart : Absence de révision de la notice de réexamen de l'étude de dangers du site tenant des demandes de complément de l'inspection des installations classées transmises par courrier du 22 décembre 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Réalisation des travaux à risque

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2011, article 7.4.9.1

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du permis feu

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 12/04/2025

Prescription contrôlée :

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en oeuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement,

d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Constats :

Lors de l'inspection du 3/10/24, l'inspection des installations classées avait constaté que les permis feu délivrés par l'exploitant ne comportaient pas d'information sur la réalisation de contrôle avant, pendant et après la réalisation des travaux, alors que ceux-ci sont prévus par la procédure HSE-004P portant sur la délivrance de ces permis.

Le jour de la visite objet du présent rapport, l'exploitant indique qu'il utilise dorénavant les modèles de permis feu du CNPP mais qu'il n'a pas réalisé récemment de travaux justifiant la délivrance d'un permis feu pouvant permettre à l'inspection de valider la réalisation des contrôles prévus.

L'inspection note qu'aucun départ de feu n'a été signalé par l'exploitant en 2025.

L'inspection n'a pas été en mesure de contrôler un permis feu délivré en 2025.

Constat : Absence d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Préparation des commandes en attente d'expédition

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2011, article 7.4.5

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage en quais

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 12/04/2025

Prescription contrôlée :

Les commandes conditionnées en attente d'expédition sont :

- Soit entreposées sur des aires spécifiques identifiées à une distance minimale de 5 mètres des stockages. Cet entreposage doit être compatible avec les dispositifs de sécurité (détection incendie, extinction automatique, ...) et être limité à 3 mètres de hauteur. L'exploitant s'assure d'un enlèvement régulier de ces produits. En tout état de cause, les quais sont vidés tous les soirs ;

<p>- Soit remisés dans les cellules de stockage sous réserve du respect des dispositions relatives à l'aménagement des cellules définies au présent arrêté, et en particulier des prescriptions des articles 2.1.3. et 7.3.3. du présent arrêté ainsi que son annexe 2.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Point de contrôle déjà contrôlé :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/08/2021 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite d'inspection du 07/09/2021 • date d'échéance qui a été retenue : 30 jours <p>Écart constaté : L'exploitant maintient des produits dangereux sur les quais en fin de journée. Aucun élément de réponse n'a été apporté par l'exploitant sur cet écart réglementaire. Ce point de contrôle n'a pu être vérifié lors de l'inspection précédente du 03/10/2024 car l'établissement était toujours en activité.</p> <p>Lors de l'inspection objet du présent rapport, l'exploitant indique que l'absence de maintien de produits dangereux sur les quais en fin de journée est désormais encadrée par une consigne, qui n'est toutefois pas présentée en inspection.</p> <p>La transmission de cette consigne et des modalités utilisées pour sa diffusion, demandée lors de l'inspection, n'a pas été effectuée dans le temps de rédaction du rapport. La présence d'une commande en attente d'enlèvement de produits inflammables sur le quai en face de la cellule Q est constatée lors de la visite du site en activité.</p> <p>Du fait de l'absence de transmission de cette consigne, l'écart relevé en 2021 est maintenu.</p> <p>Constat d'écart : Absence de présentation d'une consigne de gestion des produits dangereux en attente d'enlèvement sur les quais en fin de journée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 6 : Mesures de maîtrise des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2011, article 7.5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maintien de la fiabilité des MMR</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 03/10/2024

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 11/03/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Constats :

L'exploitant indique la liste des mesures de maîtrise des risques sera établie à l'issue du réexamen en cours de l'étude de dangers.

A défaut de la finalisation de ce réexamen, l'inspection ne peut se prononcer sur la pertinence des mesures de maîtrise des risques en place.

Constat : Absence de présentation d'une liste des mesures de maîtrise des risques à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Moyens d'intervention en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 03/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 26/02/2025

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 : "En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage."</p> <p>Article 7.5.3.2 de l'arrêté préfectoral du 12/12/2011 : "La cellule Q est protégée par une installation d'extinction automatique conforme au référentiel FM."</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur la base du compte-rendu de contrôle semestriel fourni par l'exploitant, l'inspection relève que la vérification du système d'extinction automatique d'incendie de la cellule Q a été réalisée par AXIMA en avril 2025 suivant la règle NFPA 13 avec une date de mise en service initiale au 15 mars 1995. Le compte-rendu ne relève aucun risque de mise en échec du système.</p> <p>L'inspection relève toutefois que l'article 7.5.3.2 de l'arrêté préfectoral du 12/12/2011 prévoit que la cellule Q est protégée par une installation d'extinction automatique conforme au référentiel FM. L'exploitant ne justifie pas de cette différence de référentiel.</p> <p>Constat : L'installation d'extinction automatique n'est pas conforme au référentiel prescrit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>
<p>N° 8 : Maintenance des portes coupe-feu</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 22 de l'annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance des portes coupe-feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de maintenance des portes coupe-feu réalisé le 26 juin 2025 par la société FIVO pour 15 portes coulissantes et 21 portes battantes est examiné. Le rapport présente de nombreux commentaires.</p> <p>Un test de fermeture de deux portes coupe-feu coulissantes de séparation du mur REI 240 de la cellule Q a été autorisé par l'exploitant.</p> <p>Le déclenchement de la fermeture des portes a été réalisé par l'exploitant et l'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les bâtis des deux portes présentent des déformations importantes dues à des chocs; - le temps de fermeture est inférieur à 25 secondes suivant le déclenchement pour chaque porte; - arrivée en butée dans le bâti métallique les portes rebondissent et ne se ferment pas de façon étanche. <p>Constat : Les portes coupe-feu ne sont pas maintenues en bon état de fonctionnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2011, article 7.7.3.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel est alimenté par le réseau incendie de la commune d'Artenay. <p>Ce réseau est constitué par des canalisations de diamètre 100 mm.</p> <p>Ce réseau comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un poteau incendie en façade nord est au droit de la cellule T d'un débit de 85 m³/h (65

<p>m³/h en fonctionnement simultané),</p> <ul style="list-style-type: none"> • un poteau incendie à l'ouest face à la cellule Q d'un débit de 80 m³/h (65 m³/h en fonctionnement simultané) <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le rapport de vérification des poteaux incendie n°2 et n°3 réalisé par SCUTUM INCENDIE le 29 avril 2024.</p> <p>L'inspection relève que, dans le cas d'un fonctionnement en simultané, il a été mesuré un débit à un bar de 51 m³/h pour le poteau n°2 et de 56 m³/h pour le poteau n°3.</p> <p>Constat : Débits des poteaux incendie n°2 et n°3 inférieurs aux débits attendus en simultané.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>